

Les enseignants craignent la surcharge

Les enseignants s'apprêtent à être pas mal bousculés cette année. Pour un mieux en termes d'efficacité, mais avec quelques risques en matière de conditions de travail...

NATHALIE BAMPS

Début octobre, les syndicats enseignants comptent donner de la voix face aux gouvernements fédéral et communautaire. Car, si la rentrée scolaire semble se passer dans le calme, cela commence à bouillonner dans le monde enseignant.

Les profs ont écouté attentivement les projets de Joëlle Milquet pour la concrétisation du Pacte d'excellence. Ils ont aussi pris connaissance des propositions faites dans le cadre des négociations pour un nouvel accord sectoriel 2016-2017. Et à la fin de la semaine prochaine, ils participeront à de nouvelles séances d'informations (assorties d'arrêts de travail) en vue de la mobilisation syndicale du 7 octobre prochain contre les mesures fédérales en matière de salaires et de pensions.

Même de rien, les sources de préoccupations sont donc nombreuses. Non seulement vis-à-vis du gouvernement fédéral et sa volonté d'harmoniser le calcul des pensions publiques et privées, mais aussi face au Pacte pour un enseignement d'excellence, le grand projet de refonte de l'enseignement lancé en début de législature par la ministre de l'enseignement. «*Joëlle Milquet avance à une vitesse VV prime*», constate Eugène Ernst, le secrétaire général de la CSC-enseignement.

Un sentiment partagé par son collègue de la CGSP Pascal Chardome: «*les objectifs sont généreux. Joëlle Milquet a le mérite de faire bou-*

ger les choses, et plus personne aujourd'hui n'oserait dire que le système est bon et que l'on peut se permettre de rester au balcon sans rien faire. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès contraire. À force de vouloir aller aussi vite, cela risque de coincer dans la concrétisation, et on ratera l'objectif...»

D'ici la fin septembre, 20 groupes de travail vont en effet être lancés. Le but: sortir un plan d'action dans les six mois. «*Je ne sais pas comment on va y arriver, maugrée Pascal Chardome. Le timing est très serré. Si on fait tout le Pacte comme cela, on risque d'aller de désillusion en désillusion*». «*Nous retrouvons nos priorités dans les textes, mais aussi toutes les priorités des autres acteurs. Aucun choix n'a encore été posé. Nous serons donc attentifs à la sélection, mais aussi aux effets que les mesures auront sur le personnel enseignant...*», ajoute Eugène Ernst, qui précise au passage que les enseignants veulent voir leur école évoluer, mais n'ont pas encore une vision claire de là où la ministre veut les emmener....

Surcharge de travail

Les premières mesures concrètes du Pacte de Joëlle Milquet ne seront pas sans impact sur le travail des enseignants. À commencer par les maternelles, où de nouvelles dispositions vont être prises afin de lutter contre le maintien en 3^e maternelle, afin de détecter plus efficacement les pro-

blèmes d'apprentissage, ou encore mettre sur pied des référentiels d'apprentissage (des balises qui permettent de déterminer ce qui doit être acquis). Tout cela demandera une charge de travail supplémentaire aux enseignants. «*Il faut en effet que, pour que l'enseignement soit plus équitable, le contact soit amélioré dès de départ, dès la maternelle, concède Eu-*

gène Ernst. Mais il faut alors aussi penser à revaloriser le personnel, prévoir plus de puéricultrices et de personnel spécialisé en logopédie», explique

le syndicaliste. Actuellement, seule une institutrice maternelle sur deux bénéficie d'une aide complémentaire en classe. C'est trop peu, dit-il.

Les syndicats s'interrogent aussi sur la manière dont s'organisera l'accompagnement des jeunes professeurs débutants. Pour rappel, Joëlle Milquet a promis que chaque jeune professeur bénéficierait d'un accompagnement individuel via un tuteur référent dans l'école. «*Devront-ils faire cet accompagnement en plus de leurs heures de classe?*», s'inquiètent les deux syndicalistes. Eugène Ernst constate en tout cas qu'aucun moyen n'est prévu. «*Si on demande du bénévolat aux profs, cela ne marchera pas...*», avertit-il. *Il faudra forcément libérer des heures, et ce de manière structurelle*».

Pascal Chardome et Eugène Ernst ont aussi étudié attentivement les propositions du cabinet Milquet pour l'accord sectoriel 2016-2017. Et ce n'est sans doute pas là qu'ils trouveront des «biscuits» à proposer à leurs enseignants en compensation des efforts demandés... «*On n'est pas dupe, dans le contexte économique actuel, on voit bien que l'on a été chercher toutes les mesures non coûteuses, et que le reste est renvoyé à des groupes de travail*», dit Chardome, qui regrette au passage que les accords sectoriels précédents n'aient même pas encore été intégralement réalisés. «*Quand on signe un accord, cela suppose qu'on ait les moyens pour le réaliser. Cela n'a pas été le cas dans les accords précédents. Alors, il ne faut pas se leurrer, pour 2016, on sait déjà qu'on n'échappera plus aux économies. Avec 230 millions d'euros à trouver, on passera à la caisse, c'est certain...*», conclut-il.

«Plus personne aujourd'hui n'oserait dire que le système est bon et que l'on peut se permettre de rester au balcon sans rien faire.»

PASCAL CHARDOME
CGSP-ENSEIGNEMENT